

Abdel el Otmani, Nabila Laïb, Larsène... ces derniers mois, les médias ont parlé d'eux comme des fixeurs, un terme utilisé à l'origine pour les zones de guerre. Une confusion des mots qui en dit long sur l'incompréhension entre les médias et les quartiers.



Quand il travaille en zone de guerre, le journaliste fait appel aux [services d'un fixeur](#). Un collaborateur qui lui sert de guide, d'interprète, de protecteur, dans un environnement souvent hostile et dont il ne maîtrise pas les codes. Depuis les révoltes de 2005, une grande partie des médias applique aussi ce terme aux banlieues.

Abdel el Otmani, le "fixeur" que l'on n'arrête plus de citer depuis qu'il a [piégé le journaliste du Point](#)

Jean-Michel Décugis, n'aime pas ce mot. Je suis un "contact, pas un fixeur. On a fait appel à des fixeurs en Indochine, au Kosovo, en Tchétchenie. Maintenant, les médias utilisent ce mot pour la banlieue. Ils en font une zone de non-droit, une zone de guerre."

Nabila Laïb, contactée pour l'élaboration du documentaire polémique "*La cité du mâle*", elle aussi a été

[qualifiée de fixeuse](#)

. Pourtant, la jeune femme a la carte de presse. Larsène, rappeur et animateur à Tremblay, s'est vu affublé du même mot galvaudé alors qu'il faisait le médiateur pour une équipe de TF1.

La

Une

faisait une incursion en banlieue pour tourner un reportage au titre racoleur, "

[Mon voisin est un dealer](#)

", diffusé dans l'émission

Haute définition

le 29 mars 2010. A croire que la banlieue est devenue une de ces zones dangereuses, où les journalistes ont besoin de tiers pour entrer en communication avec une population dont il ne connaîtrait pas la langue. « Je trouve ça inquiétant qu'on utilise le terme de fixeur. On compare les banlieues à des terrains en guerre. En banlieue, comme partout, le journaliste a besoin de contacts. », remarque Dominique Pradalié du Syndicat National du Journalisme (SNJ).

"Il y a pas mal de fantasmes autour du fixeur en banlieue"

Interrogé sur d'éventuels recours à des "fixeurs en banlieue", Philippe Denis, rédacteur en chef du 13 heures de la deuxième chaîne assure : "A *France 2*, on n'a pas de fixeur en banlieue. J'entends fixeur au sens de personne rémunérée pour sa connaissance du terrain. On utilise les services d'un fixeur sur des zones de guerre, par exemple, un guide et un interprète rémunéré. Ce qui est vrai c'est qu'on a des personnes qui nous aident quand on est mal reçu. Mais là ce ne sont pas des personnes qu'on rémunère, on a des réseaux de contacts, souvent associatifs. Des sortes de guides – non rémunérés, facilitateurs d'entretien."

Pour Philippe Denis, les médias ont leur rôle à assumer dans cette communication devenue quasi impossible avec les quartiers dits sensibles : "Il y a 20 ans, on a vu des scènes très caricaturales sur les quartiers. Comme cette [scène de *La Haine*](#), où des journalistes tournent des images en travelling sans jamais sortir de la voiture. Tout ça a beaucoup compliqué les

rapports avec la banlieue."

La rémunération et le "recrutement" des contacts en banlieue en tous cas sont tout aussi aléatoires que ceux des fixeurs en zone de guerre : "Je suis toujours payé au black, sans aucune déclaration par le journaliste ou un intermédiaire, ensuite ils se font remboursés en notes de frais. Je n'ai jamais proposé de prix. C'est eux qui le font." Pour sa collaboration avec *Le Point*, Abdel a touché 200 euros. "La presse écrite ne paie pas des mille et des cents." On est bien loin en effet des "6000 euros gagnés en un week-end. C'était pour trois médias étrangers."

Plus qu'une manipulation gratuite, le coup d'Abdel el Otmani travestie en Madame Bintou est une alerte aux médias qui stigmatisent les quartiers dits sensibles. "On ne voit aucun sujet sur l'émancipation des jeunes filles en banlieue, sur la réussite scolaire. On voit toujours les racailles de banlieue. Les 200 euros (NDLR : du *Point*) sont dans une enveloppe chez moi. Si on me les demandait, je les donnerais. Je n'ai pas fait ça pour l'argent."

Les dernières incompréhensions très médiatisées entre les journalistes et leurs contacts dans les quartiers ont mis le doigt sur la communication devenue quasiment inexistante entre les médias et les quartiers. Est-on allé trop loin pour espérer rétablir le lien ? En tous cas, des [articles sur la pratique journalistique](#), des tables rondes (Assises du journalisme 2010) et des initiatives comme le [Bondy Blog](#) tentent d'analyser le décalage et de renouer le dialogue.

Sur le même sujet :

ArrêtSurImages : [Les introuvables fixeurs des banlieues françaises](#)

Libération : [Pas de quartiers pour les fixeurs](#)